**Communiqué de presse** **Nice, le 26 mars 2008**

# L'EDHEC relance sa campagne pour la « TVA Emploi », qu'elle considère comme une mesure efficace pour augmenter le pouvoir d'achat des salariés

A l'occasion de la campagne présidentielle de 2007, l'EDHEC s'était adressée à tous les candidats à la Présidence de la République pour proposer une réforme du financement de la protection sociale originale susceptible d'améliorer le pouvoir d'achat des salariés et de créer, à terme, des emplois. Ce jour, alors que le pouvoir d'achat est au coeur des préoccupations des français, l'EDHEC a décidé de rappeler au Président de la République sa proposition de mettre en place une nouvelle forme de TVA, la « TVA Emploi ». Ce rappel se concrétise par une campagne de presse nationale relayée par une lettre à l'ensemble des parlementaires et des partenaires sociaux.

Aujourd'hui encore plus qu'hier, l'EDHEC pense que cette proposition mérite un examen attentif. En effet, dans un contexte où la maîtrise des déficits publics ne permet plus de nouvelles dépenses fiscales, une mesure d'impact budgétaire neutre peut encore être mise en œuvre pour améliorer le pouvoir d'achat des salariés tout en n'affectant pas la compétitivité des entreprises et l'équilibre des comptes publics.

Concrètement, cette mesure consiste en une réduction des cotisations sociales à la charge des salariés, financée par une hausse des taux de TVA. Parce que la somme des dépenses soumises à la TVA est plus grande que la masse salariale, la hausse de la TVA est plus faible que le gain de salaire associé à la baisse des cotisations sociales, ce qui autorise un gain de pouvoir d'achat des salariés.

L'EDHEC a intitulé cette mesure « **TVA Emploi** » pour plusieurs raisons :

1. tout en protégeant le pouvoir d'achat des personnes titulaires de revenus de remplacement, la « TVA Emploi » donne un important supplément de pouvoir d'achat aux salariés et agit ainsi comme une « sur-prime à l'emploi » qui, à la différence de celle existant actuellement, ne coûte rien au budget de l'Etat ;
2. en accroissant le revenu réel des Français, la « TVA Emploi » génère davantage de croissance et donc des emplois nouveaux ;
3. elle institue opportunément un financement de la politique de l'emploi française par les importations et les productions délocalisées ;
4. enfin, dans une optique de long terme, où le partage de la valeur ajoutée des entreprises a été défavorable aux salariés, la « TVA Emploi » permet de leur redonner du pouvoir d'achat sans pénaliser la compétitivité des entreprises.

Contrairement aux divers projets de TVA dite « sociale », cette mesure ne présente pas de risque macroéconomique majeur : ni celui d'une récession car elle ne diminue pas le pouvoir d'achat des ménages ; ni celui d'un surcroît d'inflation puisqu'il ne sera pas nécessaire d'augmenter les salaires bruts pour garantir le maintien de ce même pouvoir d'achat.

Les premières évaluations des effets macroéconomiques de la mesure proposée par l'EDHEC confirment l'intérêt de la mise en œuvre d'une « TVA emploi ». Nous constatons, à long terme, un effet net positif sur le PIB en volume (+ 0,3 %) et sur l'emploi (+ 108 000 emplois nets créés) sans

EDHEC
ECONOMICS RESEARCH CENTRE

393-400 Promenade des Anglais - BP 3116 - 06202 Nice Cedex 3 - France
Tel. +33 (0)4 93 18 32 53 - Fax +33 (0)4 93 18 78 40

mettre en péril l'équilibre des finances publiques, puisque notre simulation respecte aussi ex-post la contrainte de stabilité du déficit public. Mais le point positif le plus important réside dans l'amélioration substantielle du salaire net « réel » perçu par les ménages avec **un gain moyen de pouvoir d'achat de 2,6 %** à long terme.

**Contact :**

Pour recevoir une copie des études de l'EDHEC, veuillez contacter :

**Joanne Finlay** : Tél. : **+33 (0)4 93 18 32 53** – E-mail : **joanne.finlay@edhec.edu**

**A propos de l'EDHEC**

Créée en 1906 et appartenant au club fermé des institutions reconnues internationalement à travers la « triple couronne » des accréditations EQUIS, AACSB et AMBA, le Groupe EDHEC offre un éventail de formations au management destinées à couvrir l'ensemble des besoins des entreprises. Sa large gamme de programmes diplômants internationaux attire des étudiants du monde entier. Avec 4 700 étudiants, dont plus de 25% sont étrangers, et près de 100 professeurs permanents, répartis sur ses trois campus à Lille, à Nice et à Paris, le Groupe EDHEC est classé parmi les meilleures écoles de gestion européennes depuis plusieurs années.

Dans le cadre de sa stratégie d'excellence internationale, le Groupe EDHEC a développé depuis 4 ans une politique innovante de la recherche, orientée vers les entreprises et le marché. Elle est organisée autour de pôles de recherche fondés sur l'expertise de son corps professoral.

Depuis février 2006, l'EDHEC dispose d'une équipe de recherche en économie sur l'évaluation des politiques publiques et la réforme de l'Etat. Les objectifs du pôle en économie de l'EDHEC sont de réaliser une recherche innovante et appliquée d'une part à des problématiques à l'intersection des questions économiques et financières et d'autre part au marché du travail et à l'éducation. Trois grands programmes de recherche sont conduits au sein du pôle :

i) Economie et gestion des risques, avec une attention particulière portée aux risques immobilier et d'inflation ;
ii) Evaluation et réforme des politiques publiques, un programme qui couvre le financement et la réforme de la protection sociale, les politiques de l'emploi et la compétitivité et le financement de l'enseignement supérieur ;
iii) Gestion optimale de la dette de l'Etat.